



pierre kende l'abondance est-elle possible ?



idées *nrf*

Extrait de la publication

COLLECTION IDÉES

Pierre Kende

L'abondance est-elle possible ?

Essai sur les limites
de l'économie

nrf

Gallimard

***Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.***

© Éditions Gallimard, 1971.

AVANT-PROPOS

Peut-on contester le système social orienté vers la croissance illimitée ? Et si non, qu'est-ce qui s'y oppose ? Mais si la réponse est un oui conditionnel, quel est le type d'action — ou de réflexion — que cette réponse commande ? Voilà le thème central de cet essai sur l'Économique, essai à la fois sur les contraintes sociales et sur les dilemmes de l'homme devenu maître de la nature.

De 1917 à 1968, l'inertie du système économique a fait échouer toutes les tentatives de réorganisation anticapitaliste soit en leur infligeant un démenti populaire retentissant, soit en les pervertissant. C'est que les révolutionnaires ne sont jamais parvenus à se faire une idée claire de la nature véritable du choix. Ils voulaient à la fois ceci et cela : la justice et le progrès, l'égalité et le rendement supérieur, la libération de l'homme et celle des « forces productives ». Mais la logique de la chose économique est

impitoyable. C'est en vain qu'un socialisme se propose d'humaniser les rapports de production s'il cherche en même temps à surpasser les performances d'un système économique dont les progrès découlent précisément de sa fonctionnalité productiviste. Quand on veut les fins, il faut aussi vouloir les moyens. Est-il sérieux de prêcher le « grand refus » si l'on se veut d'autre part champion du progrès, libérateur de la technique ?

L'idée de cet ouvrage est née il y a trois ans, dans l'ambiance chaude d'une Décade de Cerisy à laquelle l'auteur fut convié à participer avec une communication sur les problèmes économiques du socialisme. Les vicissitudes du travail et de l'édition ont voulu que l'ouvrage ne prenne sa forme définitive que dans une conjoncture intellectuelle bien différente de celle de 1967. Aussi bien ne lui était-il possible d'en rester à son projet initial. Car ce qui pouvait, il y a quelques années encore, passer pour un défi aux idées conventionnelles, apparaîtrait aujourd'hui comme le pire des conformismes¹. L'année 1968 n'a-t-elle pas mis en lumière la crise d'une civilisation, celle précisément que le présent ouvrage désigne par le terme de productiviste ? Mais cette même an-

1. L'avant-projet de cet ouvrage, qui date d'octobre 1967, et qui connut une diffusion restreinte à cette époque, estimait que la critique du productivisme « ne saurait s'accomplir que par une réflexion collective » et invitait le lecteur « à reprendre la contestation à sa manière ». Jamais vœu n'a été comblé aussi rapidement et avec autant de fracas...

née n'a-t-elle pas aussi montré l'inutilité voire les dangers d'une révolte qui, pour dépasser les problèmes du XX^e siècle, fait appel aux clichés du XIX^e ? En 1970, cet ouvrage n'aurait pas de raison d'être s'il hésitait à englober dans une même critique, dans une même « contestation », l'idéologie productiviste et un certain verbiage pseudo-révolutionnaire.

Tel qu'il se présente aujourd'hui, notre essai est un dialogue plus que l'exposé d'une doctrine. Il est avant tout une tentative de recherche patiente sur un terrain qui est, hélas, pavé d'autant de préjugés « de droite » que de fausses certitudes « de gauche ». Cette méthode comporte l'obligation de ne pas récuser le moindre argument et de s'engager successivement dans des voies d'approche même opposées. Elle nous conduira à nous interroger — au moment même où nous mettrons en cause la rationalité d'un certain progrès — sur ce que les tendances productivistes comportent d'irrépressiblement humain. Voilà ce qui ne manquera pas de hérisser ceux qui attendent d'une « position » qu'elle s'embarrasse le moins possible de faits et qu'elle ne concède rien aux arguments adverses.

En nous fixant la règle d'ouverture, renoncerions-nous pour autant aux perspectives du changement pour nous ranger parmi les défenseurs de l'ordre social donné ? Nous ne le pensons pas. Au contraire, la renonciation est du côté de ceux qui n'osent pas

affronter les véritables dilemmes de l'action contemporaine. Car, à une époque où les sciences et la technique ont complètement bouleversé les données du « progrès », qu'aurait-on à faire des idées d'un univers à évolution linéaire et aux perspectives finies ? Qu'on soit révolutionnaire ou réformateur, missionnaire ou philanthrope, on ne partage plus l'innocence des ancêtres héroïques ni la simplicité de leurs choix. Il serait vain de scruter les lois d'un progrès naturel ou historique qui existeraient indépendamment des volontés organisées. Il s'agit de maîtriser un magma de volontés antagonistes dont l'inertie est plus redoutable que la malignité. L'histoire ne nous fixera aucun rendez-vous tant que nous n'aurons pas décidé ce que nous attendons de nous-mêmes...

C'est aussi la raison pour laquelle cet essai — bien qu'il soit écrit par un scientifique — n'est pas scientifique. En effet, face aux dilemmes de l'Homme devenu son propre étalon, il est vain d'en appeler aux lumières de la Science. Si salut il y a, celui-ci réside dans notre faculté d'interrogation et de jugement critique, car elle seule nous habilite à des choix. Or, le langage de cette faculté est socratique plutôt que scientifique.

« L'expérience paralyse la pensée utopique ¹ » ; rien de plus vrai dans le désert intellectuel de ce

1. Raymond Aron : *Les Désillusions du progrès*.

dernier tiers du XX^e siècle. Le constat est particulièrement pertinent pour les révolutionnaires de l'Est qui ont vécu la revanche des « lois économiques » que leur socialisme avait cherché à apprivoiser. Socialismes et capitalismes communient dans une glorification, mêlée d'horreur, d'un futur technologique auquel les prépare leur évangile productiviste tenant lieu d'évangile tout court. Et pourtant, c'est précisément à partir de cette expérience bien décevante que l'auteur de ces lignes entend partir à la conquête d'une nouvelle utopie. Il se propose de dégager les principes d'un contrôle social du progrès qui soit à la fois souhaitable et possible. Ce qui l'amènera à s'attacher à un domaine d'analyse que les critiques de la civilisation technique, d'Ellul à Marcuse et des Temps modernes aux Études, ont une fâcheuse tendance à négliger, à savoir, celui des rapports économiques. Ce qui l'amènera aussi à reposer le problème des besoins, cette mystérieuse référence commune à tout progressisme fataliste et à toute contestation, spiritualiste aussi bien que libertaire.

L'apparente sinuosité de notre itinéraire analytique ne doit pas décourager le lecteur : elle est liée à la complexité des contraintes qui pèsent sur l'action sociale et qu'il s'agit de démonter pour voir si elles comportent quelques marges d'indéterminisme. Mais notre véritable recherche se situe au-delà de ce démontage : elle concerne les valeurs grâce auxquelles les

hommes de l'âge industriel pourraient inventer leur futur au lieu de le subir dans l'adversité impuissante. Cette tentative de conciliation entre le possible et le souhaitable peut sembler utopique, elle est préférable à l'attente sereine d'une apocalypse. Sans partager l'espoir de ceux qui attendent d'une nouvelle barbarie leur purification — ils en ont bien besoin —, nous nous permettons à notre tour d'esquisser une sorte de renversement de vapeur, celui même qui pourrait conduire à l'option non productiviste. Ce renversement vise les mentalités plus que la distribution des pouvoirs ou des honneurs. Excès d'idéalisme ? Intrusion d'un laïc dans le sanctuaire des idées révolutionnaires ? Sans doute. Mais la révolution est devenue de nos jours une affaire trop sérieuse pour l'abandonner à ses professionnels ¹.

1. Le texte qui suit reprend, parfois en les modifiant, quelques-unes de nos réflexions parues dans les articles suivants :

« Du socialisme au productivisme » (*Esprit*, 1968, n° 2) ;

« Libertés et contraintes de la société productiviste » (*Diogène*, 1968, n° 63) ;

« Mythes et réalités de la société de consommation » (*Esprit*, 1969, n° 12).

Cela dit, la plupart des analyses contenues dans le présent ouvrage sont inédites. Elles révisent aussi certaines de nos thèses précédentes, tout particulièrement à propos de la dynamique des besoins.

Première partie

CROISSANCE, NOTRE DESTIN

« Étant allés du côté de l'Orient, les hommes trouvèrent une plaine dans le pays de Sennaar, et ils s'y établirent.

« Ils se dirent entre eux : (...) Allons, bâtissons-nous une ville et une tour dont le sommet soit dans le ciel...

« Et Jehovah dit : Ils sont un seul peuple et ils ont pour eux tous une même langue ; et cet ouvrage est le commencement de leurs entreprises ; maintenant rien ne les empêchera d'accomplir leurs projets. »

Genèse, xi.

« Le progrès est l'état naturel de l'humanité. »

PROUDHON.

CHAPITRE PREMIER

La convergence

Depuis quelques années on parle, en Europe occidentale, et tout particulièrement en France, du « défi américain ». Il y a une dizaine d'années, on parlait du « défi soviétique ». Les forces économiques, secondées par des courants intellectuels et parfois aussi par l'action des gouvernements, cherchent désespérément leur réponse au « défi américain », de même qu'elles se sont mobilisées il y a quelque temps contre le « défi soviétique ». Certes, il serait excessif de mettre un signe d'égalité entre ces deux réactions alors que sur le plan politique presque tout les sépare. Ce qui autorise quand même le rapprochement, c'est la nature du « défi ». Dans les deux cas, il s'agit d'un dynamisme économique qui se manifeste tantôt par des réalisations lointaines (l'industrialisation soviétique en marche, exploits spatiaux), tantôt par une envahissante présence de capitaux étrangers

(« débarquement américain »), et toujours par des statistiques inquiétantes rappelant l'insuffisance du taux de croissance européen. Aussi bien la réponse s'esquisse en termes d'investissements productifs, de plan de modernisation et — surtout — de taux de croissance, ce dernier apparaissant en quelque sorte comme l'arme absolue des nations en lutte. Car, à l'exception des groupes marginaux, personne n'a songé à « relever le défi » sur un autre plan que celui des performances économiques et techniques.

Ainsi donc, par-delà des différences du contexte politique, les deux « défis » et les réponses qu'ils suscitent nous révèlent une même réalité historique : nous vivons dans un univers dont les préoccupations sociales sont de plus en plus « productivistes »¹. Les couleurs politiques et les modèles culturels qui sous-tendent l'action économique des uns et des autres sont, certes, variés ; il n'en reste pas moins que l'accroissement du produit national est devenu le souci majeur des élites modernes à vocation politique, quelles que soient par ailleurs les valeurs dont elles se réclament.

A première vue, il n'y a là rien de choquant ni de condamnable. Dans ce monde moderne qu'unifient non seulement la technique et les échanges

1. Voir, pp. 23 à 29, la définition de ce terme.

mais aussi et surtout la rivalité mi-pacifique mi-hostile des systèmes de pouvoirs idéologiquement opposés, la croissance économique est devenue, sous plus d'un angle, *condition de survie*. Pour les nations de l'Occident comme pour les Soviétiques, l'augmentation sans faille et sans répit de leur puissance productrice et technique (force militaire comprise) détermine évidemment leurs chances respectives dans une compétition désormais multi-polaire dont l'enjeu est universel et où on ne peut marquer des points que par des performances mesurables. Quant aux États du Tiers Monde, placés devant la triple menace d'une explosion démographique, d'une révolution sociale, ou de l'anéantissement par un progrès qui les dépasse chaque jour davantage, ils n'ont guère d'autre choix que de se jeter à leur tour dans la course « productiviste » avec ou sans complément malthusien.

Le caractère contraignant de cette situation se fonde sur trois développements majeurs de ce *xx^e* siècle, à savoir : *l'unification* — par la technique, les idées et les guerres, mais aussi par les institutions mondiales — d'une humanité autrefois partagée entre une multiplicité de groupes tribaux, de cités, de nations, ou de civilisations, plus ou moins indifférents les uns aux autres ; *la fermeture de l'espace économique* constituant

désormais un champ clos, impossible à élargir par de nouvelles conquêtes coloniales ou impérialistes ; l'inféodation de la plupart des États contemporains à des *systèmes de pouvoirs idéologiquement opposés* qui se mènent un combat dur, général et sans répit.

Ces trois données de base de la situation mondiale se tiennent par des liens multiples. Il va sans dire que la « fermeture » de l'espace et la mondialisation sont deux étapes d'un même processus. Et c'est encore une banalité que de constater que l'unité de la société planétaire et ses luttes intestines sont en quelque sorte les deux faces d'une même réalité. Mais il y a des liens plus profonds. Il convient de voir ce que notre vision d'une humanité déchirée par ses inégalités et ses déphasements doit à la rivalité des systèmes.

Certes, la coexistence des inégaux serait de toutes manières pénible dans un champ économique unifié ; elle n'est alarmante que dans le contexte des rivalités idéologiques. On se demande aussi si, en l'absence d'une compétition qui opère l'unification du temps historique de l'humanité, beaucoup de gens verraient dans le développement inégal — et pourvu qu'ils le perçoivent en tant que tel — une situation anormale devant être redressée. Ce que nous pensons aujourd'hui

en termes de « décalage » ne l'a-t-on pas considéré pendant des siècles comme une diversité naturelle des civilisations ? Il a fallu le réveil et la mise en mouvement des masses humaines de l'Orient, et plus récemment de l'Afrique, pour que l'humanité prenne enfin conscience de son unité fondamentale de même que des anomalies de cette unité. Il a fallu ensuite le défi soviéto-chinois pour que le redressement des inégalités — si tant est que cela se peut — soit inscrit à l'ordre du jour d'un monde capitaliste menacé dans son existence même.

Autrement dit c'est dans un contexte idéologique assez particulier que la revendication de l'unité humaine se transforme en « charge productiviste ». Celle-ci n'est, après tout, que l'expression universaliste — par le langage économique — d'une volonté de puissance aussi ancienne que la société.

La croissance verticale a du reste quelque chose de fatal dans un espace économique et politique où les voies de l'expansion horizontale sont pratiquement condamnées. Dans un champ aussi clos, les énergies bouillonnantes des nations en développement (et qui n'est pas en développement ?) sont réduites à l'expansion en hauteur ou en profondeur, et les contestations réciproques — facilement refoulées lorsqu'elles comportent des

idées



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles

pierre kende : l'abondance est-elle possible ?

La mode est à la contestation du système économique. Mais trop peu nombreux sont ceux qui acceptent de faire face aux choix qui conditionnent tout départ nouveau. La logique de l'économie est pourtant impitoyable. C'est en vain que les révolutionnaires se proposent d'humaniser la chose économique s'ils cherchent en même temps à se distinguer sur le plan des performances technico-productivistes. En développant l'idée d'un socialisme non productiviste, Pierre Kende, qui enseigne à l'Université de Nanterre, ouvre le champ d'une réflexion qui, tout en se réclamant de l'utopie créatrice, se garde bien de l'auto-mystification idéologique.

photo-graphisme h. cohen
d'après photo ciccione-rapho

Extrait de la publication